

Unité départementale de Vendée  
Site Préfecture de la Vendée  
29 rue Delille - CS 60765  
85020 La Roche Sur Yon Cedex

La Roche-sur-yon, le 21/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### TRIVALIS

31 rue de l'Atlantique  
CS 30605  
85000 La Roche-Sur-Yon

Références : D26.0185  
Code AIOT : 0006305148

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement TRIVALIS implanté L'Etrolle 85320 Les Pineaux. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de l'inspection et a pour thème principal une action nationale 2026 sur la cartographie des émissions diffuses.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- L'Etrolle 85320 Les Pineaux

- Code AIOT : 0006305148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Trivalis exploite une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée par un arrêté préfectoral du 25/02/2008 modifié. Le site réceptionne principalement des encombrants de déchèteries.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 Fuites GES ISDND
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Bilan énergétique : étude technico-économique	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Actions nationales 2026	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12	Sans objet
2	Dépression du réseau de collecte du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
3	Programme de contrôle et de maintenance des installations de valorisation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
4	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
5	Programme de détection et de réparation des fuites	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Sans objet
7	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 25/02/2008,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des rejets des torchères	article 7.2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est actuellement en sommeil dans l'attente de l'instruction des demandes d'autorisation pour 3 autres installations. La faible production de biogaz ne permet pas une valorisation de celui-ci qui est donc simplement détruit par torchage de manière épisodique.  
L'inspection n'a pas relevé d'écart lors de cette visite.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Actions nationales 2026

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.
<b>Constats :</b>  Le centre de stockage dispose d'un réseau de captage du biogaz, relié à une torchère. Les volumes de biogaz sont comptabilisés et suivis (relevé de 263 000 m3 lors de la visite). La production de biogaz étant devenue faible, la torchère fonctionne périodiquement sur horodatage. La valorisation en biochaude pour le réchauffage des lixiviats avait été démontée depuis quelques temps. La faible quantité de biogaz justifie l'absence de toute autre valorisation rentable et efficace. Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Dépression du réseau de collecte du biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

<p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz..</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un appareil portatif vu en visite lui permettant d'effectuer des contrôles sur son réseau de biogaz. Cet appareil permet la mesure de la dépression, ainsi que la mesure en direct de certains gaz incluant l'oxygène.</p> <p>L'exploitant effectue un contrôle sur les différents puits de collecte au moins 1 fois par mois. Les données relevées sont tracées sur un document tenu à disposition.</p> <p>Ces mesures permettent à l'exploitant la détection de problème dans le réseau de collecte. Un taux anormalement élevé d'oxygène traduit par exemple une zone d'introduction d'air ambiant via un collier desserré ou une gaine abîmée.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé la vérification de deux points choisis aléatoirement (Td6 et P3). Cette vérification a permis de voir la bonne mise en œuvre de l'appareil portatif, ainsi que les conditions de réalisation des mesures.</p> <p>Les taux de méthane mesurés étaient de l'ordre de 35%.</p> <p>Cette prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Programme de contrôle et de maintenance des installations de valorisation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi de la torchère de destruction du biogaz est assuré par une société externe spécialisée pouvant intervenir sur la supervision à distance si nécessaire.</p> <p>L'exploitant effectue des relevés périodiques sur son réseau de collecte du biogaz, avec une</p>

<p>fréquence au moins mensuelle. Ces contrôles lui permettent d'ajuster les vannes de collecte puits par puits, et d'effectuer les réparations nécessaires.</p> <p>Les contrôles mensuels du réseau biogaz pour les mois de janvier et février 2026 ont été communiqués à l'inspection. Un rapport annuel est ensuite réalisé et est intégré au rapport annuel d'activité (bilan 2025 biogaz consulté).</p> <p>Cette prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Cartographie des émissions diffuses**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réalisé une cartographie des émissions diffuses de méthane les 20 et 21 septembre 2022. Cette cartographie a été réalisée par un prestataire externe en s'appuyant sur la norme AFNOR FD X 43-191 « Émissions diffuses issues des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) » publiée le 05/04/2017.</p> <p>La zone contrôlée couvre l'intégralité du site, incluant les casiers fermés et ceux avec une couverture provisoire.</p> <p>Lors de son passage, l'intervenant marque à la bombe les points de fuite qui sont ensuite réparés par l'exploitant.</p> <p>Cette prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Programme de détection et de réparation des fuites**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un appareil portatif type "renifleur" avec cloche (marque Severin, non vu en visite). Cet appareil est mis en œuvre 1 fois par an si un doute existe, ou si des odeurs sont perceptibles. Cette prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Bilan énergétique : étude technico-économique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le biogaz était valorisé jusque 2025 dans un système de réchauffage des lixiviats afin d'en améliorer la dégradation. Ce système biochaude a été démantelé suite à la baisse de production du biogaz et de sa qualité. L'exploitant a mis en place des moteurs de cogénération sur d'autres sites, mais n'a pas engagé d'étude pour le site des Pineaux compte tenu de la faible production en biogaz.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Même si la production de biogaz semble réduite, l'exploitant doit tout de même apporter les arguments justifiant de l'impossibilité de mettre en place une valorisation du biogaz sur son installation de stockage. Ces arguments sont donc attendus par l'inspection sous la forme d'une étude technico économique de faisabilité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Surveillance des rejets des torchères**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2008, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 7.2. Surveillance des rejets des torchères Les gaz de combustion des torchères doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les émissions de SO <sub>2</sub> , CO, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent. Les seuils suivants doivent être respectés : <ul style="list-style-type: none"><li>- CO &lt; 150 mg/m<sup>3</sup>;</li><li>- SO<sub>2</sub> &lt; 300 mg/m<sup>3</sup>.</li></ul> Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 KPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.
<b>Constats :</b>  La supervision de la torchère affichait une température de combustion supérieure à 900°C (lecture à 901°C). L'exploitant a fait réaliser par un laboratoire agréé externe une analyse des rejets de sa torchère le 13 juin 2025. Le compte rendu (n°134951151-001-2 du 17/07/2025) d'analyses communiqué ne mentionne pas d'écart. Cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite